Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michel Lallement
(dir.), *Trajectoires des modèles nationaux : État,
démocratie et travail en France et en Allemagne*

Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « Travail et société », n° 71, 2012

Jean-Claude Barbier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6103>

DOI : 10.4000/travailemloi.6103

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2013

Pagination : 86-87

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Jean-Claude Barbier, « Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michel Lallement (dir.), *Trajectoires des modèles nationaux : État, démocratie et travail en France et en Allemagne* », *Travail et Emploi* [En ligne], 135 | juillet-septembre 2013, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/6103> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.6103>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michel Lallement (dir.), *Trajectoires des modèles nationaux : État, démocratie et travail en France et en Allemagne*

Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « Travail et société », n° 71, 2012

Jean-Claude Barbier

RÉFÉRENCE

Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michel Lallement (dir.), *Trajectoires des modèles nationaux : État, démocratie et travail en France et en Allemagne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « Travail et société », n° 71, 2012, 398 p.

- 1 L'ouvrage dirigé par Michèle Dupré, Olivier Giraud et Michel Lallement rassemble, outre leur introduction et une conclusion de Jonah D. Levy, quatorze textes dont la comparaison entre Allemagne et France est l'horizon essentiel.
- 2 L'intérêt majeur de ce volume, qui s'insérera dans une lignée classique de travaux à propos du « vieux couple » (lignée qui trouve sa source dans le texte fondateur de 1982, de Maurice, Sellier et Silvestre¹ que la plupart des textes honorent), tient à sa démarche, qui aborde les deux pays de multiples manières, sur plusieurs thèmes et dans des époques différentes, interrogeant des catégories classiques de sociologie du travail et de la protection sociale (conventions collectives, *Tarifverträge*², *Mitbestimmung*³, relations professionnelles, etc.) avec plusieurs textes qui balayent de grandes périodes historiques (notamment celui de Michèle Dupré, Olivier Giraud, Michèle Tallart et Catherine Vincent) et d'autres qui ne négligent pas l'avant-guerre (le très fin et documenté texte de Sabine Rudischhauser).

- 3 Il est vrai que, consacrés seulement à l'un des deux pays, quatre textes (ceux d'Antoine Bevert, Michèle Dupré, Gilles Pollet et Rudi Schmidt) ne sont pas à proprement comparatifs mais leur regard est conscient de la présence de l'autre pays, en creux. Il est aussi vrai – et paradoxal d'ailleurs – que le seul texte de la collection qui soit consacré directement à la conceptualisation du « modèle » ne parle pratiquement ni d'Allemagne ni de France, occupé qu'il est à une histoire du « modèle danois » dans laquelle l'auteur, Frédéric Rey, ne parvient pas à démêler complètement l'usage de la notion de modèle en tant qu'outil scientifique (correspondant à une « modélisation » du social) et en tant que catégorie utilisée dans la politique (et la guerre entre les « modèles nationaux »).
- 4 S'agissant d'une collection aussi impressionnante, l'écriture d'une courte recension ne peut malheureusement faire place à toutes les contributions et se centrera donc sur les neuf textes présentant une comparaison entre les deux pays.
- 5 Les cinq premières comparaisons sont en quelque sorte « à grandes mailles » : le texte d'Hartmut Kaelble porte sur la comparaison originale en miroir des deux sociétés dans leur ensemble ; celui des directeurs de l'ouvrage (rejoints par Catherine Vincent et Michèle Tallard) sur la dynamique d'institutionnalisation des rapports de pouvoir dans l'entreprise de 1945 à 1982 ; David Mardsen étudie les formes d'organisation et de relations de travail dans l'entreprise ; Olivier Giraud et Arnaud Lechevalier se penchent sur les évolutions des normes de l'emploi des quinze dernières années, tandis que le texte récapitulatif de Michel Lallement s'intéresse à la question du temps de travail. Quatre derniers textes se consacrent, quant à eux, à des comparaisons centrées sur des objets plus circonscrits : le dialogue social du point de vue du territoire (Eckhard Heidling et Annette Jobert) ; la comparaison du travail et de l'emploi au prisme du genre (Catherine Marry) ; les conventions collectives et les *Tarifverhandlungen*⁴ (Sabine Rudischhauser), et les entreprises qui n'ont pas de représentation formelle du personnel (Ingrid Artus).
- 6 En 2005, chez le même éditeur, Olivier Giraud avait rédigé un chapitre intitulé « Nation et globalisation⁵ ». L'introduction de *Trajectoires des modèles nationaux* s'inscrit bien, pour la dépasser, dans cette réflexion, qui reprend la double question des « modèles » et des « nations », dont les directeurs de l'ouvrage annoncent le « retour ». Ils notent avec raison que les problématiques sur « l'évidement » des nations, parfois conçues purement comme des « containers », ont dû tenir compte des phénomènes contemporains tels que la crise économique et politique de l'Europe ; s'ils ne vont pas jusqu'à revisiter explicitement les travaux des *cosmopolitans* (Ulrich Beck, l'un des pourfendeurs de ce qu'il appelle le « nationalisme méthodologique » n'est pas discuté), ils prennent pourtant de front la question de « l'imaginaire » du modèle national, ce qui est une originalité de l'ouvrage, même si les échos de cet « imaginaire » ne se trouvent de façon ni homogène ni systématique dans les textes qu'ils ont rassemblés.
- 7 Les positions méthodologiques des auteurs sont loin d'être uniformes, de même que leurs choix théoriques, et ce n'est pas le moindre intérêt de l'ouvrage que d'organiser entre elles un débat qui n'est cependant pas toujours explicite. Ainsi, David Mardsen emprunte la voie des indicateurs quantifiés et de la grande enquête des conditions de travail en Europe : une approche aussi résolument « universaliste » ne peut que déboucher, par construction, sur le repérage de « modèles » de gestion des ressources humaines, d'organisation du travail, dont des types se repèrent indépendamment des frontières, mais dont les combinaisons sont variables sur un même territoire. Plusieurs

auteurs rompent des lances avec « l'essentialisme » qu'en France on associe souvent à une démarche « culturaliste », par hostilité à la prise en considération de « cultures ». C'est pourquoi sans doute les textes prennent le plus souvent de grandes précautions pour parler de « culture ». Dans le texte de l'introduction, le mot n'est pas, sauf erreur, utilisé, à la différence de l'expression « répertoire symbolique », ou des termes « valeurs », « langues », « imaginaire », et de la notion d'« identité » des nations : c'est bien l'idée des communautés politiques « imaginées » de Benedict Anderson, pourtant, dont il est question, c'est-à-dire de la représentation collective partagée d'une communauté souveraine, fondée sur les pratiques sociales communes, dont celle de la langue nationale ; dans le texte de Sabine Rudischhauser est brocardé au départ le « mode culturaliste et atemporel », mais les notions de cultures, politique et juridique, sont utilisées ; le texte de Catherine Marry cite Norbert Elias, sans non plus parler de culture⁶. Il n'y a qu'Ingrid Artus pour parler explicitement de « culture syndicale » et de « culture de représentation » et qu'Antoine Bevort pour citer Philippe d'Iribarne, à propos de la « manière française de vivre ensemble » et son ancrage de longue durée.

- 8 Mais le fait est, comme le rappellent opportunément les directeurs de l'ouvrage dans leur introduction, que les « nations », ici la France et l'Allemagne, sont « de retour » dans l'analyse sociologique du travail, de l'emploi et de la protection sociale, à l'image de leur « retour » empirique dans la vie politique. Les auteurs abordent ce retour sans détour, ce qui est à mettre à leur crédit : le phénomène national est en effet trop souvent considéré comme fabriqué purement artificiellement par des « entrepreneurs » de nation et d'identité, en suivant Rogers Brubaker ; pour celui-ci, en effet, la catégorie de « national » est entièrement politique et ne peut qu'à peine être utilisée en sciences sociales. C'est très différent de la position d'un Ernest Gellner qui reconnaît le rôle objectivement central de la culture, et de son « monopole » par l'État national, comme un écho à celui de la violence légitime.
- 9 Bien loin de créer une dispersion, la multiplicité des façons d'approcher la comparaison France-Allemagne aboutit, pour le lecteur qui fait l'effort de lire l'ensemble, à une grande unité et cela, malgré les divergences des auteurs de chapitres individuels, qui défendent leur point de vue et parfois disqualifient sans détour d'autres façons de voir que la leur. L'unité tient en ceci : plusieurs niveaux d'abstraction (l'expression est souvent utilisée par le grand comparatiste Giovanni Sartori) sont recevables et légitimes, *simultanément* ; c'est ce que certains auteurs signalent en parlant « de jeux d'échelle » (Catherine Marry). Dès lors, l'opposition entre ceux qui tiennent qu'il y a des « modèles nationaux », au sens de cohérences bouclées *par les acteurs eux-mêmes* sur le niveau national (avec sa communauté politique, ses frontières, une langue officielle ou plusieurs, ses imaginaires, son histoire institutionnelle et ses « empreintes des origines », etc.) et ceux qui privilégient *les diversités* internes à la nation, voire, à la limite, récusent la pertinence d'aucune agrégation nationale – cette opposition donc, tombe, car les tenants des deux positions démontrent chacun quelque chose de rigoureusement objectivable par les méthodes de la sociologie, mais à des niveaux d'abstraction différents. C'est la seule sortie envisageable de l'opposition aporétique entre « universalisme » et « relativisme culturaliste », une sortie qui tient compte qu'il y a à la fois pluralisme, diversité (Isaiah Berlin), mais aussi des éléments de communauté (un commun qui n'est pas uniforme, et qui n'est pas non plus automatiquement universel). La variété avec laquelle les auteurs traitent à la fois la *Mitbestimmung*, dans l'établissement ou l'entreprise, l'histoire et l'évolution des négociations entre syndicats et patronat, la disparité des situations de genre entre

métiers, qualifications, âge, statut familial, etc., sont trois des sujets qui nous paraissent les plus réussis.

- 10 À la fin des fins, les auteurs nous ouvrent les yeux sur une diversité, dans la majorité des cas indépassable, des nations (entendues en tant qu'entités sociologiques) – ne fût-ce que parce qu'il y a cette clôture de la langue et de la communauté politique – mais dont les parentés, les points communs avec d'autres, les presque universels, et même les uniformités ennuyeuses sont objectivables par la variété des outils de l'enquête sociologique et historique. Dans cette mesure, les problématiques posées en termes d'opposition entre convergence *versus* divergence, maintien des « modèles nationaux » ou érosion, histoire croisée des influences ou comparaisons « internationales » voient à chaque fois leurs pôles cognitifs de réflexion et de construction des objets permettre la coopération entre regards différents. C'est ici que tient selon nous la réussite essentielle de cet ouvrage.

NOTES

1. Maurice M., Sellier F., Silvestre J.-J. (1982), *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne : essai d'analyse sociétale*, Paris, Presses universitaires de France.
2. Le terme allemand est proche de la notion française de conventions collectives.
3. Le français traduit souvent « cogestion », voire « codécision ». Aucune des traductions n'est vraiment satisfaisante.
4. Négociations salariales.
5. In Barbier J.-C., Letablier M.-T. (éd.) (2007), *Politiques sociales : enjeux méthodologiques et épistémologiques des comparaisons internationales*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. « Travail et société », n° 51, p. 97-118.
6. La notion d'Elias, de la Kultur, est citée cependant, pour ce qui concerne la bourgeoisie cultivée allemande. Il ne faut pas oublier qu'Elias a consacré un très gros et passionnant ouvrage aux aspects culturels de la formation de l'Allemagne et des individus allemands jusque dans le monde le plus contemporain, ouvrage malheureusement toujours non traduit en français (Elias N. [1992], *Studien über die Deutschen : Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt am Main, Suhrkamp).

AUTEURS

JEAN-CLAUDE BARBIER

CNRS et Centre d'économie de la Sorbonne (CES), Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne